

Le ministre de la Justice réitère la position de Cuba dans le procès de Londres

Image not found or type unknown

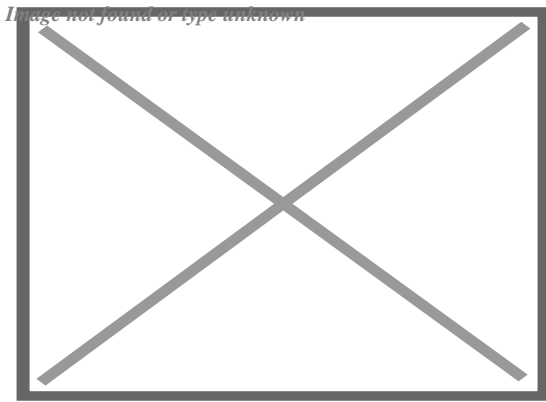


Photo : Archivo/RHC

La Havane, 2 février (RHC) Le ministre cubain de la Justice, Oscar Silvera, a réaffirmé jeudi que CRF I Limited n'est pas et n'a jamais été un créancier de notre pays, après avoir conclu le procès intenté contre la Banque Nationale et le pays des Caraïbes.

Le responsable de la banque a souligné que le CRF (fonds vautour) a tenté de s'appropriier les positions de la dette cubaine par des actes illicites et que des preuves ont été apportées lors de la procédure devant la Haute Cour de Londres.

Il a expliqué qu'il existe des preuves "qui démontrent qu'à un moment aussi délicat que l'ouragan Irma, ils essayaient de faire pression sur Cuba et d'établir cette demande légale".

Il a ajouté qu'en cas de « verdict vraisemblablement défavorable », le fonds vautour tenterait d'empêcher la libre circulation des fonds à destination et en provenance de la nation caribéenne, afin de bloquer efficacement l'accès du pays aux marchés financiers internationaux, selon le journal Granma.

Silvera a souligné que le CFR a tenté de discréditer Cuba en se basant sur une procédure judiciaire, qui "comme on l'a dit, est de nature mercantile".

"Ils mentent et trompent parce qu'ils n'ont pas raison, a-t-il souligné ; s'ils avaient raison, ils seraient objectifs", a-t-il déclaré.

Le ministre de la Justice a déclaré que certains des représentants du CFR ont violé les règles du tribunal par un comportement illégal qui a été signalé à la police par le tribunal anglais et une enquête sur les faits est actuellement en cours.

Il a souligné que "même, en contournant les règles de la liberté d'expression, ils ont mis l'accent sur l'attaque, la menace, la diffamation et le harcèlement de nos avocats et de la délégation cubaine présente ici à Londres".

Il a précisé que l'équipe juridique cubaine est composée des services juridiques d'un cabinet d'avocats international de premier plan en Amérique latine, qui coordonne les actions par l'intermédiaire des barristers (avocats pouvant intervenir dans tous les tribunaux) et des solicitors (procureurs) requis par la loi anglaise.

Dans le même temps, il a exprimé que les défenseurs de la nation caribéenne ont tout son soutien et sa confiance et a souligné leur professionnalisme, leur éthique et leur rigueur juridique au cours du processus.

Silvera a souligné le sérieux, le respect des règles et l'organisation des protocoles technologiques par le tribunal anglais et ses autorités à chaque étape de la procédure, au cours de laquelle plusieurs témoins ont déposé en temps réel depuis La Havane.

Il a indiqué qu'après toutes les présentations de preuves, d'arguments juridiques et de plaidoiries finales par les avocats des parties devant le juge, il appartient à la Cour de rendre un jugement, qui sera produit en fonction du flux des affaires entendues par la Cour.

"La pratique de cet organe est que la sentence n'est pas prononcée immédiatement", a ajouté le ministre cubain de la Justice. (Source : Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/312542-le-ministre-de-la-justice-reitere-la-position-de-cuba-dans-le-proces-de-londres>



Radio Habana Cuba